Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 131 (1986)
Heft: 7-8

Artikel: Tour d'horizon
Autor: Chouet, Jean-Jacques
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-344707

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 07.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Tour d'horizon

par le brigadier Jean-Jacques Chouet

Accident d'origine technique dans une centrale nucléaire productrice d'électricité, la catastrophe de Tchernobyl – 26 avril – n'est pas un événement militaire. Mais c'est à coup sûr un fait d'importance stratégique, à plusieurs titres.

Il se vérifie d'abord que l'URSS ne lève le secret sur ce qui la concerne que lorsqu'elle ne peut pas faire autrement. Le silence reste, face aux bavardages occidentaux, l'une de ses forces, et elle ne s'en dessaisit pas, quitte à laisser ternir, très passagèrement, une image de marque dont elle ne s'est d'ailleurs jamais beaucoup souciée, préférant à l'évidence la réalité de la puissance à l'agrément de la réputation. Dans cette attitude, il y a du mépris, non seulement pour ce que, à l'Ouest, on prend candidement pour une «opinion publique» soviétique, mais aussi pour les satellites, les voisins et les adversaires potentiels.

Deuxièmement, il est manifeste que les Soviétiques acceptent le risque comme une chose naturelle. Leur technologie nucléaire n'est peut-être pas, notamment en matière de sécurité, à la hauteur de celle des Américains ou des Européens. Cela ne les retient pas de persévérer. Tchernobyl est pour eux un gros «pépin». N'empêche que la centrale du lieu sera remise en service, et que le programme énergétique de l'URSS ne sera pas modifié. Obstination aveugle, diront les uns; opiniâtreté lucide, affirmeront les autres. Toujours est-il qu'il faut compter, sur le plan militaire aussi, avec cette volonté d'aller de l'avant, quel que soit le coût.

Troisièmement, Tchernobyl jette une «obscure clarté» sur la détection, ses aléas et ses mystères. Les Suédois ont été les premiers, quarante-huit heures après l'accident, à l'annoncer sur la base de très classiques observations du taux de radio-activité. Mais qu'en savaient, à ce moment, les Américains et leurs satellites d'observation militaire? Deux explications s'affrontent: pour les uns, les capteurs américains n'auraient rien capté du tout, du moins dans un premier temps; selon d'autres, ils auraient su très tôt à quoi s'en tenir, mais ils auraient retenu leurs informations afin de ne pas renseigner les Soviétiques sur les performances de leurs agents de renseignements spatiaux. On est ici bien incapable de trancher; mais on peut affirmer en revanche que, dans les deux camps, on voudra en avoir le cœur net. Car ce qui est en jeu, c'est d'une part la fiabilité technique des systèmes de détection, et d'autre part la crédibilité de l'interprétation politico-stratégique que les gouvernements font des résultats de cette détection. Or, toutes les capacités de dissuasion et, à un niveau moins dramatique,

toutes les chances de contrôler efficacement l'application de n'importe quel accord de limitation des armements nucléaires reposent en définitive sur la faculté de discerner à temps ce que «l'autre» fait ou prépare.

Enfin, chacun aura remarqué que, bêtes – ou dociles – au-delà de toute expression, les pseudo-pacifistes occidentaux ont sauté sur l'occasion, non pas de dénoncer l'impéritie ou l'inconscience des dirigeants et des techniciens soviétiques, mais bien de reprendre leur bataille perdue contre la dissuasion nucléaire militaire de l'OTAN. Là encore, l'enseignement est clair: quelles que soient les bévues de l'URSS, celle-ci, sans avoir à se fatiguer beaucoup, peut toujours compter, notamment en Allemagne, sur le défaitisme actif d'une minorité acharnée à ruiner, consciemment ou non, la capacité de défense de l'Occident.

A partir de là, il faut constater deux choses: premièrement, que les propositions de désarmement dont Washington et Moscou s'abreuvent réciproquement, avec une intensité particulière du côté soviétique, n'auront de valeur que si l'on passe des déclarations aux actes, si l'on s'entend sur des mesures de vérification efficaces et si les moyens de cette vérification sont disponibles. A cet égard, il faut noter ensuite que, partiellement en raison d'échecs successifs de la NASA, le problème du vieillissement des satellites américains d'observation devient aigu. S'il n'est pas résolu à brève échéance, les Etats-Unis se trouveront en position d'infériorité.

*

* *

En fait de vieillissement, les Américains vont pouvoir ramener du troisième âge au premier leur arsenal chimique, et rapatrier notamment, d'ici à 1992, leurs vénérables stocks encore entreposés en Allemagne. Le Congrès américain avait donné l'an dernier son accord à la production d'armes de type binaire, la principale étant la bombe *Bigeye* que pourraient emporter, par exemple, les F-111 basés en Grande-Bretagne. Mais les parlementaires du Capitole avaient exigé l'aval des alliés européens, aval que l'OTAN a donné le 22 mai, sous réserve d'un éventuel traité international sur l'abandon contrôlé de toute fabrication, et avec d'importantes restrictions: les armes chimiques resteront entreposées aux Etats-Unis et ne pourront être transférées dans un pays européen qu'avec son consentement; de plus, tout engagement serait subordonné à l'accord préalable du gouvernement intéressé, et le plan de transport vers un théâtre de guerre ne sera lui-même appliqué qu'après consultation des alliés.

A Bruxelles, et à Washington aussi, on a donc fait délibérément abstraction du facteur délai, pourtant capital dans le cas où une riposte chimique s'imposerait. C'est dire que, côté occidental, on veut croire d'abord à la valeur dissuasive de ce réarmement.

Reste à savoir si les Soviétiques en seront également convaincus, au point d'accepter de perdre, sur cette seule conviction, la forte avance matérielle, opérative et tactique qu'ils ont prise.

*
* *

Fin avril, Tchernobyl avait donc quasiment effacé Tripoli et Kadhafi de la mémoire audiovisuelle du bon peuple. Et pourtant, l'affaire du raid américain des 14 et 15 avril a été et demeure riche d'enseignements et de conséquences.

Kadhafi, on s'en souvient, avait refusé de comprendre l'avertissement, assez clair, contenu dans la riposte américaine à l'attaque libyenne contre les appareils de l'*US Navy* en manœuvres dans la Grande Syrte; il s'était fait fort de frapper les intérêts américains partout dans le monde, puis il en avait rajouté en incluant les villes du sud de l'Europe dans ce qu'il appelait sa zone de contre-attaque. Et, à la veille du raid, M. Gorbatchev aurait fait savoir à M. Reagan qu'il ne fallait pas toucher à Kadhafi. Washington a pourtant fait ce qu'il avait dit qu'il ferait. Pour venger l'attentat contre une discothèque de Berlin-Ouest, mais aussi pour encourager l'opposition militaire intérieure au régime libyen.

Sur ce dernier point, l'opération américaine a échoué: le régime a été secoué, non pas renversé. N'importe quel pouvoir peut survivre à 17 minutes de bombardement classique. Autre déconvenue: le gouvernement bicéphale de Paris, qui aurait pu sauter sur l'occasion d'inciter ses amis tchadiens à reconquérir le nord de leur pays, était sans doute trop frais émoulu pour oser accorder aux avions américains partant du Royaume-Uni le droit de survoler le territoire français, quarante-deux ans après le débarquement libérateur.

Pour le reste, l'entreprise décidée par le président Reagan a été un succès. Mis à part la bordée qu'un bateau libyen a tirée contre l'île italienne de Lampéduse, et des attentats qui auraient eu lieu de toute manière, Kadhafi s'est bien gardé jusqu'ici de tenir sa promesse de mettre le monde à feu et à sang. L'absence de réaction réelle de la part de l'URSS a été plus significative encore. Prévoyant l'action américaine et tenus au courant de son déroulement, les Soviétiques se sont contentés de retirer à temps de la zone dangereuse leurs techniciens et leurs navires de détection. Ce qui paraît bien confirmer leur volonté de ne pas se laisser impliquer, en Méditerranée, dans un conflit dont ils ne seraient ni les instigateurs ni les maîtres.

*
* *

Les autres Etats qui supportent traditionnellement le terrorisme international se sont également abstenus de voler au secours de Kadhafi, alors même que certains d'entre eux s'affichent comme ses alliés. Il est vrai que l'Iran ne peut pas distraire un fils de

mollah du front irakien, que la Syrie, qui a cependant tous les moyens de l'occupant pour imposer sa loi au Liban – et donc, si elle le voulait bien, pour contraindre ses obligés locaux à libérer leurs otages occidentaux, victimes eux aussi du terrorisme – paraît avoir de plus en plus de peine à se faire obéir des clans et des milices qui ne subsistent qu'avec son consentement, et qu'elle n'est elle-même pas à l'abri d'attentats meurtriers visant particulièrement la minorité alaouite régnante, moins généreusement soutenue, semble-t-il, par les riches Etats arabes amis de l'Irak. Une situation à laquelle Israël accorde autant d'attention, si ce n'est plus, qu'aux incidents et aux concentrations de troupes qui donnent périodiquement l'alarme sur sa frontière et dans son avant-terrain libanais.

Entre l'Iran et l'Irak, les choses n'ont guère changé depuis trois mois. Les troupes du premier se cramponnent toujours à Fao qu'elles ne font pas mine d'évacuer malgré les contre-attaques répétées des Irakiens. Ceux-ci ont repris quelques morceaux de terrain – difficile – dans le nord, et sont revenus, au centre du front, en territoire iranien. Action de peu d'importance militaire, mais qui montre que Bagdad n'espère plus beaucoup de son offre d'armistice sur les anciennes frontières.

*

* *

En Afghanistan, le fond de la scène militaire reste semblable à lui-même. Les Russes s'efforcent de faire le vide dans les régions frontalières afin d'asphyxier la résistance nationale, laquelle continue de mériter pleinement son nom, relançant l'un après l'autre ses raids ponctuels, reprenant parfois pied dans les grands centres – comme à Herat, dans l'ouest, à la mi-juin – à quoi l'occupant réplique rituellement par de longs matraquages dont l'effet, jusqu'ici, n'a jamais été décisif.

Cette manière d'équilibre explique sans doute la recherche, par les Soviétiques, de nouveaux procédés de domination. L'un consiste à appliquer dans les territoires occupés le système de colonisation politique, organique, sociale, économique et mentale que l'URSS a imposé avec succès à tous ses satellites. Un autre a consisté à faire vider, le 4 mai, l'inefficace Babrak Karmal pour le remplacer, à la tête du parti communiste, c'est-à-dire de l'Etat, par le jeune et dur Mohammed Nadjibullah, élève du KGB soviétique et chef de sa filiale afghane. L'homme paraît jouir d'assez de confiance au Kremlin pour que celui-ci lui subordonne, dûment camouflées en troupes afghanes, ses formations spéciales qui deviendraient ainsi le noyau dur d'une armée gouvernementale actuellement décomposée par les désertions. Colonisation de la nation, colonisation de l'armée, ce sont là les deux piliers de la «solution politique» que Moscou envisage pour l'Afghanistan.

En attendant, la résistance peut désormais compter – s'ils lui parvien-

nent – sur les missiles antiaériens portables *Stinger* que le gouvernement américain, début avril, a décidé de lui fournir. Ce qui vaut évidemment mieux qu'un soutien en argent dont la dispersion est toujours fâcheusement grande.

*
* *

Des *Stinger*, Washington en a promis aussi aux «contras» du Nicaragua, avant un gros crédit voté, de manière surprenante, par la Chambre américaine des Représentants, et à l'UNITA en lutte contre le pouvoir en place en Angola. Les premiers serviront à nourrir une insurrection qui, aux dires de certains observateurs, arrange tout le monde y compris le régime marxiste de Managua qui n'aurait sans cela guère d'arguments propres à émouvoir la prétendue «communauté internationale»; les seconds seront mieux placés, dans la mesure où la rebellion angolaise affronte essentiellement un corps expéditionnaire cubain qui tient à bout de bras le régime de Luanda.

Avec, c'est évident, le soutien de l'Afrique du Sud, laquelle mène hors de ses frontières, par des raids et des coups de main, un double combat: d'une part contre la SWAPO basée en Angola, patronnée par l'ONU et le monde communiste, afin de l'empêcher de trancher à sa manière, forte, le destin du Sud-Ouest africain; d'autre part contre le Congrès national africain, organisation révolutionnaire armée qui dispose non seulement de très pieux soutiens en Occident, mais encore d'armements qui sont, comme par hasard, d'origine soviétique. Les Sud-Africains l'ont frappé avec succès dans ses bases du Zimbabwe, du Botswana et de Zambie, en mai dernier.

Mais, pour le gouvernement de Pretoria, le problème le plus grave n'est ni celui du terrorisme de l'ANC, ni celui d'une agitation internationale qui ne fait que renforcer sa volonté d'autonomie politique et militaire; il est à l'intérieur. L'état d'urgence a permis d'éviter le «bain de sang» inconsciemment prévu, sinon souhaité, à l'étranger pour le dixième anniversaire des émeutes de Soweto. Mais cela ne permet de résoudre ni l'opposition entre l'évolutionnisme blanc conduit par M. Botha et les «crispés» afrikaaners, ni surtout, l'antagonisme qui oppose, d'une part les ethnies bantoues entre elles, et d'autres part les Noirs qui ont foi dans les réformes promises et ceux qui, au nom du pouvoir noir, massacrent sans pitié leurs frères de couleur. Avec un pneu enflammé autour du cou.

J.-J. C.